

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
23 avril 2004
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 20 avril 2004, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Me référant à ma lettre du 28 janvier 2004 (S/2004/95), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le quatrième rapport que l'Algérie a présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Inocencio F. **Arias**



Annexe

[Original : français]

**Lettre datée du 19 avril 2004, adressée au Président
du Comité contre le terrorisme par le Représentant permanent
de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement et comme suite à votre lettre datée du 16 janvier 2004, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un rapport complémentaire contenant la réponse aux observations et questions formulées par le Comité contre le terrorisme concernant le troisième rapport présenté par l'Algérie, le 10 juillet 2003, en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir pièce jointe).

Le Gouvernement algérien est prêt à fournir au Comité, s'il le juge nécessaire ou s'il en fait la demande, tous renseignements complémentaires.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Abdallah **Baali**

Pièce jointe**République algérienne démocratique et populaire****Réponses aux questions du Comité contre le terrorisme
du Conseil de sécurité****Avril 2004****Table des matières**

	<i>Page</i>
Introduction	4
1. Mesures de mise en œuvre : efficacité de la protection du système financier	4
Mécanisme de répression du terrorisme	14
Contrôle aux douanes, aux frontières et en matière d'immigration	16
Contrôle visant à prévenir l'accès des terroristes à l'approvisionnement en armes	17
2. Assistance et conseils	18
Conclusion	19

Introduction

Depuis l'envoi de son troisième rapport national sur la mise en œuvre de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, le Gouvernement algérien a poursuivi le processus visant à compléter le dispositif législatif pour la lutte antiterroriste. Un groupe de travail mis en place par le chef du Gouvernement a élaboré un projet de loi sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Après son examen au niveau du Gouvernement, ce projet sera soumis au Parlement pour approbation.

Le projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme prévoit un ensemble de mécanismes et de mesures en vue de détecter, de prévenir et de lutter contre ces nouvelles formes de criminalité. Ce projet consacre notamment l'obligation de signaler toute opération douteuse et suspecte à la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF). Des sanctions pénales sont prévues contre les personnes habilitées dans ce cadre reconnues coupables de négligence, de non-dénonciation, de non-déclaration ou de complicité dans des affaires de détournement de fonds à des fins terroristes ou de blanchiment de capitaux.

L'article 5 du projet de loi pose le postulat de base selon lequel toute transaction financière constitue un acte de banque. Cet article est rédigé comme suit « Tout transfert vers l'étranger ou en provenance de l'étranger de fonds, titres ou valeurs doit être effectué par une banque ou un établissement financier ».

Toute transaction dont le montant fixé par voie réglementaire qui n'aura pas été effectuée à travers les circuits bancaires et financiers est assimilée à une opération illégale de fuite ou de blanchiment de capitaux. Les individus ou les établissements ayant délibérément ou involontairement facilité une telle opération seront pénalement responsables de leurs actes.

Avec l'adoption prochaine du projet de loi sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et l'incorporation de nouvelles dispositions de répression du blanchiment des capitaux dans le Code pénal, l'Algérie aura parachevé son dispositif juridique pour prendre en charge l'ensemble des questions liées aux activités terroristes et de la grande criminalité organisée.

Des amendements et des modifications interviendront au niveau législatif et réglementaire au fur et à mesure que se généralisera la pratique en matière de contrôle, d'investigation et de coordination entre les structures concernées.

1. Mesures de mise en œuvre : efficacité de la protection du système financier

1.1 La Cellule de traitement du renseignement financier, créée par décret n° 02-127 du 7 avril 2002 est en train de s'organiser en vue du démarrage de ses activités. Son Président et les autres membres, au nombre de cinq, nommés par décret présidentiel du 10 février 2004 pour une période de quatre (4) années, ont pris leurs fonctions et élaboré leur programme de travail ainsi que le règlement intérieur. Installée au niveau du Ministère des finances, la Cellule constitue une structure indépendante dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

1.2 La déclaration de soupçon établie par les banques sur les mouvements de fonds suspects est prévue par le décret 02-127 du 7 avril 2002 portant création de la Cellule. Elle a un caractère légal et produit des effets juridiques, sur le plan pénal notamment, si des indices corroboraient les faits rapportés.

Les dispositions relatives au blanchiment de capitaux constitueront la base légale en matière d'obligation de déclaration de mouvements de fonds suspects. L'article 19 du projet de texte considère suspecte toute transaction exécutée dans des conditions de complexité inhabituelles ou injustifiées ou paraissant ne pas avoir de justifications économiques ou d'objet licite. La même définition est retenue dans l'article 108 de la loi de finances 2003.

Les critères permettant de déterminer le caractère suspect d'une transaction sont multiples. Les banques algériennes travaillent sur plusieurs variantes :

- Opérations inédites dans l'historique du compte,
- Opérations à montant anormalement élevé,
- Opérations n'entrant pas dans le cadre des activités du titulaire du compte,
- Opérations de passage ou occasionnelles,
- Mise à disposition hors place d'un montant élevé.

L'obligation de signaler une transaction suspecte est une prescription légale. Le décret 02-127 précité et les articles 19 à 21 du projet de texte sur le blanchiment mentionnent explicitement que « les banques sont tenues d'informer la Cellule de toute situation sur laquelle pèse un soupçon dans le but évident d'endiguer les mouvements de fonds suspects, de favoriser une meilleure visibilité et permettre une traçabilité des opérations générant des flux financiers ainsi que des mesures à même de permettre d'identifier les personnes et entités à l'origine de pratiques douteuses ou suspectes et de situer, enfin, les responsabilités à différents niveaux dans les situations où les soupçons se confirmaient ». L'obligation de signaler des opérations suspectes est, par ailleurs, étendue à toute transaction qui s'avérerait être délictuelle ou criminelle.

En cas de non-respect de cette obligation, la loi de finances 2003 donne à la Cellule les moyens légaux d'intervenir en toute circonstance dès lors que le secret bancaire et professionnel ne lui est pas opposable. L'article 33 du projet de texte sur le blanchiment et la répression du financement du terrorisme prévoit, en l'espèce, le paiement d'une amende de 50 000 à 5 millions de dinars sans préjudice de l'application d'autres peines disciplinaires et administratives.

1.3 La Cellule a engagé une action d'information et de sensibilisation auprès des banques, des institutions financières et de toutes autres parties, personnes morales ou physiques, susceptibles d'intervenir dans le domaine considéré, pour expliquer ses missions et définir les relations de travail et de coopération futures. Les institutions ciblées ont été invitées à désigner leurs points focaux qui seront les intermédiaires habilités à collaborer avec les membres de la Cellule. Elle a commencé à établir des relations de travail et de coopération avec des structures homologues d'autres pays.

La Cellule de traitement du renseignement financier s'appuiera, aux plans juridique et procédural, sur son propre texte constitutif mais aussi sur un dispositif plus large avec l'entrée en vigueur de la loi sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

1.4 L'obligation en matière d'identification des personnes qui gèrent des fonds en fiducie est consacrée par la loi de finances 2003. L'article 16 du projet de loi fait obligation aux banques et établissements financiers d'informer et de mettre à la

disposition des autorités compétentes tout renseignement utile sur l'identité de leurs clients étant entendu que le secret bancaire et professionnel est levé pour les organismes de contrôle et d'investigation.

L'article 108 de la loi de finances 2003 impose à tous les organismes opérant sur la place et habilités à faire des opérations d'intermédiation financière ou s'y apparentant de :

- « S'assurer, à l'aide de documents probants et officiels, de l'identité véritable de leurs clients habituels ou occasionnels ou des personnes pour le compte desquels lesdits clients agissent, lorsqu'il apparaît que ces derniers n'agissent pas pour leur propre compte »;
- « De s'assurer par tous les moyens de droit, de l'origine, de la destination des fonds et de la finalité des transactions qui transitent par leurs livres ».

Cette procédure statutaire est complétée par des pratiques internes aux banques et établissements financiers lors de l'ouverture des comptes. Le postulant est tenu de s'identifier au moyen d'une pièce d'identité et d'une attestation de résidence. Dans des situations particulières, les services juridiques des banques et des établissements financiers sont sollicités pour connaître les antécédents du client.

L'article 9 du projet de loi sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme reconnaît aux banques, dans les situations d'incertitude, le droit de se renseigner « par tous les moyens légaux » sur l'identité du véritable donneur d'ordre ou celui pour lequel il agit.

L'article 14 du projet de loi fait, enfin, obligation aux banques de conserver et de tenir à la disposition des autorités compétentes les documents relatifs à l'identité des clients pendant une période de cinq (5) ans après la clôture du compte ou la cessation de la relation d'affaires.

1.5 L'absence de cas avérés d'opérations de blanchiment et de financement du terrorisme, par recours au système bancaire et financier, fait qu'il n'existe pas de statistiques sur les sanctions imposées aux institutions financières algériennes et de droit algérien pour leur soutien aux activités terroristes. La non-convertibilité partielle de la devise algérienne et le système de contrôle des changes en vigueur rendent difficile l'utilisation du système bancaire et financier algérien au profit d'activités et d'organisations terroristes en Algérie ou à l'étranger.

L'ordonnance 96-22 de juillet 1996, relative à la répression de l'infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux, a entièrement pris en charge la question du financement du terrorisme et des activités criminelles en étendant l'infraction ou la tentative d'infraction à la réglementation des changes à la fausse déclaration, à la non-observation des obligations de déclaration des procédures prescrites et au défaut d'autorisations requises. Pour mieux situer l'importance accordée au respect des procédures de transferts, l'article premier de l'ordonnance met en avant le principe selon lequel le contrevenant ne saurait se prévaloir de sa bonne foi.

L'article 7 de l'ordonnance stipule que « sans préjudice de la responsabilité pénale de ses représentants légaux, la personne morale de droit privé est responsable des infractions commises pour son compte, par ses organes ou ses représentants légaux. »

L'ordonnance 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit a, outre une enquête préalable, renforcé les conditions d'installation et de création de banques et d'établissements financiers. L'article 80 exclut d'emblée les personnes liées au trafic de drogue et celles reconnues coupables de blanchiment de capitaux ou de financement de terrorisme de la possibilité de fonder de telles institutions, d'en être l'administrateur, directement ou par personne interposée, de gérer ou représenter à un quelconque titre une banque ou un établissement financier.

L'article 91 de cette ordonnance exige, pour la création d'une banque ou d'un établissement financier, la justification des fonds et de leur origine. Le capital initial pour la création d'institutions financières doit provenir d'activités légales. Les détenteurs de capitaux et les actionnaires doivent être identifiés.

L'article 104 de la même ordonnance proscrie tout crédit par une banque et établissement financier à ses dirigeants et actionnaires et à leurs parents de premier degré. Ainsi, toute possibilité d'opération frauduleuse ou effectuée dans des conditions d'opacité s'en trouverait écartée.

Aux termes de l'article 12 du projet de loi relatif au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme, la Commission bancaire de la Banque d'Algérie exerce un contrôle régulier sur les banques et établissements financiers pour s'assurer de la régularité des transactions et connaître de cas suspects. Les articles 19, 20 et 21 font obligation à tout individu et aux organismes habilités qui conseillent ou gèrent directement ou indirectement les transactions financières de signaler à la Cellule toute opération suspecte.

La loi sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme en voie d'adoption met les autorités devant l'obligation de procéder à des vérifications régulières pour s'assurer que les établissements financiers respectent l'obligation de soumettre des rapports sur les transactions suspectes.

L'article 11 du projet de loi sur le blanchiment et le financement du terrorisme mandate les inspecteurs de la Commission bancaire de la Banque d'Algérie, agissant tant dans le cadre des inspections sur place que par le biais du contrôle sur pièces, de dresser un rapport confidentiel à la Cellule de traitement du renseignement financier dès qu'elle décèle une opération suspecte.

L'article 12 de ce projet de loi prévoit, dans ces conditions, l'ouverture d'une procédure disciplinaire à l'encontre de la banque ou de l'établissement financier dont la défaillance ou la carence dans l'organisation de son contrôle interne en matière de déclaration de soupçon ont été établies.

La Commission bancaire veille à ce que les institutions financières disposent de programmes adéquats pour détecter et prévenir le blanchiment et le financement du terrorisme. La Cellule est informée des suites réservées à toute procédure ouverte en la matière.

La réglementation bancaire ne prévoit pas pour le moment l'implantation et l'agrément de sociétés de transfert en Algérie. Les bureaux de change existent mais en nombre très réduit avec une faible activité. Ces bureaux sont soumis à la réglementation bancaire et au contrôle des changes par la Banque d'Algérie.

Ils sont également soumis régulièrement aux contrôles et aux inspections de la Banque d'Algérie et de la Commission bancaire.

Les audits des banques et des institutions financières sont très fréquents. Outre l'audit externe exercé par les commissaires aux comptes, agréés par le Conseil de l'ordre, la Banque d'Algérie assure en permanence des missions d'inspection et a institué en 2001 le contrôle intégral des activités de l'ensemble des établissements financiers. La fréquence de passages des services de l'Inspection générale de la Banque d'Algérie et leur intensification ont permis la vérification et le contrôle, pour l'année 2003, de 35 000 opérations de commerce extérieur.

1.6 Du fait de sa ratification, la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme est applicable en Algérie dans son intégralité. L'article 18 a), paragraphe 1 de la résolution 1373 (2001) s'impose aux opérateurs financiers et autres agents habilités à effectuer des transactions en Algérie. La question de l'identification des personnes, entités et clients de banques a été traitée dans le cadre du point 1.4.

L'obligation est aussi faite aux comptables et autres agents effectuant des transactions financières d'identifier leurs clients et de les signaler aux autorités compétentes dans les mêmes conditions prévues notamment par l'article 108 de la loi de finances 2003. Les opérations d'intermédiation financière ou s'y apparentant sont soumises aux procédures d'identification à l'aide de documents officiels et probants des véritables clients. Ces derniers sont identifiés et signalés à la Banque d'Algérie et aux autres banques et établissements financiers lors des transactions régulières et des opérations de mouvements de fonds ou de transfert de capitaux dans les limites prévues par la loi et la réglementation en matière de commerce extérieur.

1.7 L'ordonnance 96-22 du 17 juillet 1996 et l'ordonnance 03-11 du 26 août 2003 précitées, de même que les dispositions législatives et réglementaires antérieures ne mentionnent pas les avocats et les notaires comme des opérateurs habilités à effectuer par eux-mêmes ou pour le compte de leurs clients des opérations parabancaires, parafinancières ou de commerce extérieur. Aucune disposition statutaire ou législative ne prévoit, par ailleurs, de rôle particulier pour les comptables ou autres agents en matière de transactions financières.

L'activité des associations caritatives est réglementée par l'ordonnance 77-03 du 19 février 1977. Les opérations de collecte de fonds par ces associations sont rigoureusement contrôlées. Lorsque la collecte est opérée dans les limites du territoire d'une *wilaya*, les autorités locales sont compétentes pour en délivrer ou en refuser l'autorisation. Si elle s'étend à deux ou plusieurs *wilaya*, un arrêté conjoint des Ministres de l'intérieur et des affaires religieuses en fixe les modalités pratiques. Les autorités administratives territorialement compétentes sont seules habilitées à autoriser, dans des conditions particulières, la collecte de fonds par une association agréée, reconnue d'utilité publique qui aura préalablement adressé une requête écrite pour justifier l'objet de sa demande et les objectifs de l'action en même temps que l'identité de ses membres en charge de la collecte et la destination des fonds collectés. Les infractions éventuelles constatées comme le détournement ou l'utilisation des fonds à des fins subversives relèvent de la loi pénale et sont traitées en tant qu'activités criminelles ou terroristes. Outre les peines encourues pour les individus impliqués dans un détournement, l'association est dissoute pour violation des obligations qui régissent le fonctionnement des associations à but non lucratif.

L'autorisation de la quête est valable pour une seule journée et les collectes au niveau des habitations sont interdites. L'autorité qui a accordé l'autorisation peut

ordonner une vérification de la gestion des dons reçus. Les services de police sont également habilités à ouvrir, le cas échéant, une enquête sur la gestion ou la destination des fonds recueillis.

Selon l'article 372 du Code pénal : « Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses ... pour se faire remettre ou délivrer, ou tenter de se faire remettre ou délivrer, des fonds, des meubles ou des obligations, des promesses ou des quittances, escroque ou tente d'escroquer la totalité ou en partie la fortune d'autrui, est puni d'un emprisonnement d'un (1) an au moins et de cinq (5) ans au plus et d'une amende de 500 à 20 000 dinars ».

Si le délit est commis par une personne ayant fait appel au public en vue de l'émission d'actions, obligations, bons, parts ou titres quelconques, soit d'une société soit d'une entreprise commerciale ou industrielle, l'emprisonnement peut être porté à dix (10) ans et l'amende à 200 000 dinars.

Lorsqu'il s'agit de crimes qualifiés d'actes terroristes, l'article 47.3 du Code de procédure pénale donne au juge d'instruction mandat pour procéder ou faire procéder par les officiers de police judiciaire à toute perquisition ou saisie, de jour comme de nuit, et en tout lieu du territoire national. Il peut ordonner d'office toute mesure conservatoire.

1.8 Western Union est le seul organisme spécialisé dans le transfert de fonds opérant en Algérie. Les transferts s'effectuent en direction de l'Algérie via les banques et établissements financiers agréés dont Algérie Poste, l'organisme public en charge du secteur postal. Western Union est lié par une convention spécifique avec ses partenaires algériens. Le retrait des fonds transférés se fait sur présentation de pièces d'identité.

Les transferts informels de fonds ou de valeurs constituent une activité qui évolue en marge des circuits officiels et des procédures réglementaires. Les conditions de transfert sont régies par l'ordonnance 96-22 de 1996 et la loi 03.01 du 19 février 2003 relatives aux opérations de change et aux mouvements de capitaux de et vers l'étranger.

Les mécanismes créés pour prévenir le blanchiment de capitaux ou le financement du terrorisme sont ceux décrits plus haut et mis en place au niveau des banques et des établissements financiers. Les mouvements informels sont difficiles à contrôler. Cet aspect relève des activités criminelles qui sont du ressort de la police nationale et de la gendarmerie nationale.

Ces deux corps de sécurité, dont les agents ont la qualité d'officiers de police judiciaire, interviennent sous l'autorité du Procureur de la République territorialement compétent dans la répression du grand banditisme, de la criminalité organisée, de la lutte contre le terrorisme et autres activités subversives, de la contrefaçon et de l'utilisation frauduleuse des fonds et avoirs financiers à quelque fin que ce soit.

Il y a lieu de relever que les transferts type *hawala* en vigueur dans certains pays ne sont pas d'usage en Algérie. Le mouvement de capitaux demeure une opération soumise à la législation et réglementation des changes en vigueur.

Les enquêtes, investigations et vérifications menées ainsi que les informations judiciaires donnent lieu à des procès pénaux et à des condamnations par les tribunaux des individus reconnus coupables de telles activités criminelles.

1.9 La lutte contre le blanchiment de capitaux et la répression du financement du terrorisme trouve son prolongement juridique dans l'élaboration d'une loi pour prévenir et réprimer ces activités illicites qui sera bientôt adoptée et mise en application. Les articles 19, 20 et 21 précités du projet de loi consacrent l'obligation de coopérer avec la Cellule.

1.10 Outre les dispositions de l'article 19 cité dans la réponse 1.12, les articles 20 et 21 élargissent l'obligation de déclaration de soupçon aux professions libérales réglementées, notamment les avocats-conseils, les notaires, les commissaires priseurs, les experts-comptables, les commissaires aux comptes, les courtiers, les commissionnaires en douane, les agents de change, les intermédiaires en opérations de bourse, les agents immobiliers et les marchands de pierres précieuses, d'objets d'antiquité et d'œuvres d'art.

1.11 La collecte, la diffusion et le partage de l'information est la clef du succès de toute entreprise d'investigation et d'enquête en matière de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. C'est dans cette optique que la Cellule et la Banque d'Algérie œuvrent à la création des conditions de transparence et d'efficacité nécessaires au succès de la lutte contre l'utilisation du réseau bancaire à des fins criminelles et terroristes.

La formation continue des agents de l'État est indispensable au bon fonctionnement du service public. Une importance particulière est accordée au perfectionnement des personnels des banques, des services de sécurité, de la gendarmerie et des douanes ainsi qu'à la modernisation des équipements et l'amélioration des conditions de travail. Des réformes ont été introduites en vue d'assurer un fonctionnement optimal des moyens disponibles. Des stages d'initiation, de recyclage et de perfectionnement sont régulièrement organisés au profit des officiers de police judiciaire en matière d'infractions financières liées à la criminalité organisée et au terrorisme.

Des cours et des séminaires sont animés par des universitaires et des spécialistes en droit, en criminologie et en investigations financières. Des cycles courts de formation sont également proposés dans un cadre de coopération avec certains pays et organismes internationaux. L'Union européenne a récemment proposé un stage dans le cadre d'un programme d'appui à la modernisation de la police.

La prise en charge au plan juridique de la répression du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme exige la formation pratique et technique des agents en charge de cette question qui fait désormais partie des missions dévolues aux différents services de sécurité. Ces derniers ont une obligation de résultat dans le cadre d'une mission plus vaste de prévention et de lutte contre le terrorisme et le crime organisé.

1.12 La loi algérienne et l'ensemble des dispositions législatives relatives à la lutte contre le terrorisme incriminent l'activité terroriste dans tous ses aspects. En effet, depuis l'adoption de la loi 95-11 du 25 février 1995 et les mesures ultérieures, l'objectif est de parvenir à criminaliser tout acte directement ou indirectement lié à une entreprise terroriste. Le projet d'amendement du Code pénal fait du terrorisme

un crime imprescriptible en soi qu'il convient de qualifier en tant que tel en toute circonstance.

S'agissant du financement du terrorisme, il n'est pas nécessaire au sens de la législation algérienne que les fonds soient effectivement utilisés pour que l'activité soit qualifiée de criminelle. L'organisation matérielle de leur collecte, l'intention de les utiliser à des fins criminelles et terroristes suffisent pour que les individus impliqués soient reconnus coupables d'activités terroristes soit en Algérie soit à l'étranger. Ceci est valable même dans le cas où aucun acte n'a été perpétré ou tenté et aucun transfert de fonds n'a été effectué d'un pays à l'autre et que l'origine des fonds utilisés est licite mais l'objectif est criminel. La loi algérienne met en évidence à la fois la preuve, l'intention et la chaîne de responsabilités avec pour élément déterminant l'appartenance à un groupe terroriste ou l'intention de commettre un acte terroriste.

L'infraction concerne tous les éléments constitutifs de l'acte terroriste. Les peines encourues sont celles prévues pour le crime terroriste.

L'article 2 du projet de loi précité qualifie d'infraction le financement du terrorisme : « Commet l'infraction de financement du terrorisme toute personne qui, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, illicitement ou délibérément, fournit ou réunit des fonds dans l'intention de les utiliser, en tout ou en partie, en vue de commettre les crimes et délits qualifiés d'actes terroristes ou subversifs ».

Le projet de loi désigne comme infraction pénale la collecte de fonds en vue de financer le terrorisme commise sur le territoire national ou à l'étranger à condition que les faits incriminés soient qualifiés d'infraction pénale dans le pays de leur commission.

1.13 La question du gel porte sur les fonds et avoirs qui servent au financement du terrorisme ou qui en sont le produit du terrorisme ou du blanchiment. Les individus reconnus coupables de financement de terrorisme subissent la peine pour appartenance à une entreprise terroriste et pour financement d'une activité terroriste. Le gel de l'objet du délit, c'est-à-dire les fonds et les avoirs, et leur confiscation sont énoncés également dans le cas où les faits sont avérés. Il s'agit en l'espèce d'une responsabilité pénale unique contre le ou les auteurs reconnus coupables de tels actes criminels.

Les personnes agissant en lieu et place des groupes terroristes ou criminels subissent le même traitement selon qu'elles ont agi en auteurs d'actes terroristes ou ont été reconnues coupables de complicité dans le financement d'une activité terroriste. Le jugement du tribunal portera tant sur la poursuite pénale que sur le gel des avoirs.

La loi sur le blanchiment vient renforcer les procédures conservatoires en matière de saisie et de gel des avoirs et donne à la Cellule la latitude d'ordonner, à titre conservatoire, pendant 72 heures, le sursis à exécution de toute opération bancaire et le gel des avoirs en compte de toute personne physique ou morale sur laquelle pèse de fortes présomptions de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme.

Par ailleurs, le Président du tribunal peut sur requête de la Cellule, conformément à l'article 18 du projet de loi, proroger le délai de 72 heures ou

ordonner le séquestre des fonds, comptes ou titres de la déclaration. L'ordonnance qui fait droit à la requête est immédiatement exécutoire.

L'article 19 fait injonction pour « toute personne physique ou morale qui, dans le cadre de sa profession, réalise ou conseille des opérations entraînant des dépôts, des échanges, des placements, des conversions ou tous autres mouvements de capitaux, de déclarer à la Cellule toute opération qui porte sur des fonds paraissant provenir d'un crime ou destinée au financement du terrorisme. Cette obligation concerne également, au sens de l'article 20, les institutions financières apparentées, les compagnies d'assurances, les bureaux de change, les mutuelles, les paris, les jeux et les casinos ».

Le gel des fonds concerne ceux appartenant aux individus à l'origine de financement du terrorisme sans distinction aucune. La loi algérienne s'en tient à la matérialité des faits et les peines encourues sont celles prévues par le Code pénal sur les actes de terrorisme.

1.14 La loi est le support juridique pour qualifier les actes de terrorisme. La loi 95-11 donne la définition du terrorisme et des dispositions du Code pénal et de procédure pénale mentionnées dans ce rapport et dans les précédents rapports envoyés au CTC et au Comité des sanctions.

En ce qui concerne les organisations terroristes activant en Algérie, il faut ajouter la Djaz'ara aux GIA, GSPC et DHDS déjà portés sur la liste du Comité des sanctions.

La Djaz'ara est une organisation terroriste constituée d'Algériens ayant combattu en Afghanistan et qui ont rejoint le Front islamique du salut dissout. La Djaz'ara est l'un des bras armés du FIS dissout. Ses membres dirigeants, qui opèrent à partir de l'étranger sous l'appellation de « Bureau exécutif national » ou « Instance exécutive de l'ex-FIS », ont publiquement appelé au meurtre et à l'assassinat d'hommes politiques, d'intellectuels, de journalistes et de commis de l'État et à la destruction de biens publics et privés. Ils ont rejeté la loi sur le rétablissement de la concorde civile qui avait pour objectif la mise en place d'un cadre légal pour le retour et la réintégration dans la société de terroristes moyennant leur libération ou la réduction de leurs peines.

Cette organisation dispose de relais à l'étranger et ses membres sont impliqués dans le trafic d'armes et de munitions, la collecte d'argent pour financer les activités terroristes en Algérie. Les liens de cette organisation avec Al-Qaida sont avérés et plusieurs de ses dirigeants ont fait partie ou ont été proches de l'encadrement des Taliban.

Les individus suivants, six (6) ressortissants maliens et un (1) mauritanien, prennent activement part aux activités terroristes menées par le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) dans les pays du Sahel et au-delà. Ils ont notamment fourni les armes que les terroristes du GSPC devaient introduire frauduleusement en Algérie en janvier 2004. Ces armes ont été interceptées le 23 janvier 2004 par l'armée algérienne dans la région d'Ain Salah en territoire algérien.

Le Comité des sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies a été saisi de cette liste :

- Lieutenant-colonel Mohamed Abderrahman Ould Meiddou, Officier des forces armées maliennes;
- Commandant Seidou Safari, Officier des forces armées maliennes;
- Ben Salah Osmane, militaire malien;
- Baba Ould Chouikh, ressortissant malien, commerçant dans la localité de Gao (Mali);
- Mohamed Ould Laouinet, ressortissant malien, et son frère Mustapha Ould Laouinet, installés tous les deux à Gao (Mali);
- Abdelfettah Ouled Marakchi, de nationalité mauritanienne, commerçant résidant à Nouakchott, né en 1954 à Akloujt, fils de Merakchi Ould Ghade et de Mounira bint Taleb.

Les banques et les établissements financiers n'ont pas, à ce jour, découvert de fonds destinés au financement du terrorisme ni reçu des informations sur de telles transactions, y compris de leurs partenaires étrangers. Il n'a donc pas été procédé au gel ou confiscation de l'objet du délit.

1.15 S'agissant de la définition d'un groupe ou d'une organisation terroriste, le décret législatif 92-03 du 30 septembre 1992 modifié et complété par le décret législatif 93-05 du 9 avril 1993 ainsi que l'article 87 *bis* de l'ordonnance 95-11 du 25 février 1995 du Code pénal qualifie de terroriste « toute infraction visant la sûreté de l'État, l'intégrité du territoire, la stabilité et le fonctionnement normal des institutions par toute action ayant pour objet de :

- Semer l'effroi dans la population et créer un climat d'insécurité en portant atteinte moralement et physiquement aux personnes ou en mettant en danger leur vie, leur liberté ou en portant atteinte à leurs biens;
- Entraver la liberté de circulation et de mouvement sur les voies et occuper les places publiques par des attroupements;
- Attenter aux symboles de la nation et de la République et profaner les sépultures;
- Porter atteinte à l'environnement, aux moyens de communication et de transport;
- Faire obstacle au fonctionnement des institutions publiques et à l'action des autorités publiques, et au libre exercice du culte et des libertés publiques;
- Faire obstacle au fonctionnement des institutions publiques ou porter atteinte à la vie et aux biens de leurs agents, ou faire obstacle à l'application des lois et règlements ».

L'article 87 *bis* 3) du Code pénal qualifie d'actes terroristes les autres activités suivantes :

- Création d'associations, corps, groupes ou organisations dont les objectifs sont de mener des activités subversives ou terroristes;
- Adhésion ou participation, sous quelque forme que ce soit, aux activités de ces organisations;

- Apologie du terrorisme, encouragement et financement des activités terroristes;
- Reproduction, diffusion de documents, enregistrement ou imprimés faisant l'apologie du terrorisme.

L'Algérie adhère à la définition du terrorisme donnée par les conventions de l'OUA et de la Ligue arabe qu'elle a ratifiées. C'est sur ces bases juridiques et des investigations des services de sécurité et des autorités judiciaires qu'une organisation terroriste est désignée comme telle.

Les demandes d'entraide judiciaire émanant de gouvernements étrangers sont traitées conformément aux dispositions du Code de procédure pénale algérien et aux instruments bilatéraux et multilatéraux en vigueur. Dans les cas où les renseignements et éléments d'information sollicités entrent dans le cadre de la coopération entre services de police judiciaire chargés de la répression du financement du terrorisme et de la grande criminalité transnationale organisée, les services compétents traitent directement ou par l'intermédiaire d'Interpol aux fins du suivi de la procédure dans sa forme judiciaire.

Les demandes relatives aux actes et activités terroristes sont, dans tous les cas, traitées avec célérité. En application de la résolution 1373 du Conseil de sécurité, l'Algérie a signé des conventions d'entraide judiciaire et souhaite pouvoir finaliser les propositions faites en ce sens avec certains de ses partenaires.

1.16 L'Algérie a proposé une série de mesures à ses partenaires en vue d'élargir les bases d'une coopération fructueuse dans ses dimensions politique, diplomatique et opérationnelle. Des projets d'accords de coopération ont été soumis à certains pays.

1.17 Le Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité est appelé à prendre une part active dans la généralisation des accords de coopération entre les États. Il doit inviter les pays à répondre aux sollicitations de leurs partenaires en la matière.

1.18 La procédure de ratification du Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes sur le plateau continental est en cours. La mise en œuvre au niveau national des instruments internationaux relatifs au terrorisme se fait systématiquement conformément à la Constitution algérienne qui considère comme norme supérieure à la loi nationale toute convention internationale ratifiée.

Mécanisme de répression du terrorisme

1.19 Les tribunaux algériens sont compétents pour connaître des activités terroristes où des nationaux sont impliqués même si les actes incriminés ne sont pas dirigés contre l'Algérie ou ses intérêts à l'étranger. Pour ce qui est des situations où un ressortissant étranger résidant en Algérie est accusé d'avoir commis un acte de terrorisme à l'étranger, les tribunaux algériens sont également compétents si les conditions légales de poursuites pénales sont réunies. Le jugement se fera sur la base des dispositions du Code pénal et du Code de procédure pénale relatives aux activités terroristes. Les peines encourues sont celles prévues par la loi.

L'application du principe de droit « poursuivre ou extraditer » est intégrée dans le droit algérien. L'article 588 du Code de procédure pénale donne compétence aux tribunaux algériens pour poursuivre et juger tout étranger rendu coupable de crime ou d'un délit contre la sûreté de l'État. L'article 582 prévoit que tout fait qualifié de

crime commis par un ressortissant algérien hors du territoire national peut être poursuivi et jugé en Algérie. L'article 583 prévoit des poursuites pénales lorsqu'un délit est commis à l'étranger par un Algérien.

Les demandes d'extradition des étrangers résidant légalement en Algérie sont régies par les articles 694 et suivants du Code de procédure pénale et par les conventions bilatérales ou multilatérales ratifiées par le Gouvernement algérien. Il convient, par ailleurs, de préciser que la situation des étrangers en Algérie et les conditions d'entrée et de résidence sont régies par la loi 66.211 du 21 juillet 1966. Les articles 20 et suivants réglementent les conditions d'expulsion et les pénalités encourues en cas de manquements constatés ou d'activités répréhensibles.

L'importance accordée à la question de l'extradition, à l'assistance et à la coopération judiciaire a amené les autorités algériennes à proposer à ses partenaires l'adoption d'instruments juridiques y afférents. Des accords ont été signés et ratifiés, certains en voie de finalisation et d'autres en attente de concrétisation.

1.20 L'Algérie demeure fermement opposée à l'octroi de l'asile politique aux terroristes et aux criminels recherchés. Le droit d'asile est vidé de sa substance dès lors que des criminels en bénéficient sous de fallacieux prétextes de leur persécution dans leurs pays d'origine où ils ont directement ou indirectement contribué à semer la mort et la désolation parmi les populations civiles.

La loi en matière d'octroi du droit d'asile dans certains pays continue d'être mise à profit par des organisations terroristes et des individus directement impliqués dans des actes terroristes dans leurs pays d'origine, ou faisant l'apologie du terrorisme, prêchant la haine et l'intolérance et appelant publiquement au meurtre. Cette interprétation erronée du droit d'asile a amené l'Algérie à émettre des réserves et parfois à exprimer ses doutes quant à la volonté de coopération de certains de ses partenaires.

Les dispositions légales en Algérie sont en adéquation avec l'engagement du pays à combattre le terrorisme et conformes aux instruments internationaux ratifiés telles les conventions de l'OUA et de la Ligue des états arabes.

1.21 Le tableau suivant donne les statistiques disponibles sur les personnes traduites en justice pour appartenance à une organisation terroriste :

<i>Année</i>	<i>Nombre de personnes poursuivies pour des actes terroristes</i>	<i>Nombre d'affaires liées au terrorisme</i>			Total
		<i>Création et appartenance à un groupe terroriste armé</i>	<i>Encouragement et apologie au terrorisme</i>	<i>Autres atteintes à la sécurité de l'État</i>	
1997	17 678	2 100	949	788	3 837
1998	15 191	1 628	720	390	2 738
1999	12 927	1 033	297	168	1 498
2000	8 538	837	363	294	1 494
2001	3 650	549	160	469	1 178
2002	3 267	845	278	333	1 456
2003	3 398	537	104	208	849
Total	64 649	7 529	2 871	2 650	13 050

Contrôle aux douanes, aux frontières et en matière d'immigration

1.22 Le contrôle aux frontières est essentiel dans l'optique de la sécurité nationale à laquelle contribuent les douanes. Le contrôle du mouvement transfrontière de liquidités, instruments négociables, pierres et métaux précieux fait partie des missions traditionnelles des douanes. Le trafic illicite étant très courant pour ce type de marchandise, il est exigé un matériel adapté, un travail minutieux et une expertise à toute épreuve pour déjouer ces pratiques illicites. L'Administration des douanes s'est équipée de scanners et de matériels de détection qui lui permettent de se hisser au niveau des standards internationaux et jouer son rôle avec efficacité. La formation des douaniers aux techniques de contrôle et de surveillance a permis à ce corps de se familiariser mais aussi de s'adapter aux méthodes des trafiquants et des contrebandiers.

La quantité de métaux précieux détenus par les personnes qui entrent ou quittent le territoire national est limitée à 100 grammes pour l'or, l'argent ou le platine. Pour des quantités excédant ce poids, une déclaration à la douane est exigée, accompagnée des formulaires d'usage et des autorisations nécessaires, telle la domiciliation bancaire.

Le défaut de présentation de documents prouvant la nature de la transaction entraîne une saisie qui est opérée sans préjudice des poursuites judiciaires.

Aucune limitation à l'importation d'espèce monétaire n'est exigée en dehors d'une déclaration à la douane sur la base d'un formulaire spécifique à remplir par l'importateur. L'exportation de devises pour les personnes se rendant à l'étranger pour des activités privées est autorisée, sous couvert d'une banque, à concurrence d'un montant équivalent à 8 000 euros. Les entreprises sont, quant à elles, soumises à un autre régime qui consiste à recourir à leurs banques dans le cadre de leurs activités commerciales.

1.23 Les procédures légales et administratives élaborées par l'Algérie pour mettre à l'abri d'une attaque terroriste ses installations portuaires, ses navires et les personnels qui y travaillent sont prévues dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif de sûreté interne des établissements (SIE).

Le décret 84.385 du 22 décembre 1984 explicite les mesures destinées à protéger les installations, ouvrages et moyens au niveau des ports et aéroports. Le décret exécutif 94.340 du 25 octobre 1994 est le texte à l'origine de la création du Comité national de sûreté portuaire et du Comité de sûreté des ports civils de commerce. Ce comité est l'organe habilité au niveau national pour assurer la prévention et la sécurité des installations portuaires. Il s'assure de la mise en œuvre des mesures édictées et des recommandations, y compris celles prévues par les instruments internationaux y relatifs ratifiés par l'Algérie.

D'autres mesures législatives et réglementaires ont été adoptées au fur et à mesure de l'appréciation de la situation sécuritaire et de l'évolution du volume de trafic de marchandises et de personnes. C'est ainsi qu'a été créé par décret exécutif 95.192 du 10 juillet 1995 le Commissariat de sécurité des ports et aéroports.

Ce texte réglementaire a été complété par une ordonnance 95-24 du 25 septembre 1995 relative à la protection du patrimoine public et la sécurité des personnes qui lui sont affiliées. Un décret a été pris pour mettre en œuvre les

dispositions de l'ordonnance précitée et prévoit les modalités pratiques de sûreté interne des établissements et enceintes portuaires et aéroportuaires.

Enfin, le décret 98.410 du 7 décembre 1998 met en place des bureaux ministériels de la sûreté interne des établissements et définit leurs attributions en matière de sécurité des biens et des personnes qui s'y trouvent.

Pour prévenir et faire échec à toute tentative interne ou externe de vol, destruction, détérioration ou agression contre les installations, ouvrages ou marchandises et les personnels qui y travaillent, des règles de sécurité strictes sont mises en œuvre. Les installations et sites à l'intérieur des enceintes sont classés en plusieurs catégories en fonction de leur importance. Un périmètre de sécurité est délimité et matérialisé et des mesures de protection prises en conséquence.

La sécurité intérieure et extérieure des sites est assurée par des personnels habilités. Selon l'ordonnance 95-24, les gestionnaires des sites disposent de moyens actifs et passifs pour veiller à leur sécurité dont ils sont pénalement responsables.

Une Commission nationale de classification des points sensibles, créée sous l'égide du Ministère de la défense nationale, est mandatée pour déterminer les mesures à prendre pour assurer leur sécurité.

En outre, l'Algérie est partie aux conventions internationales en la matière et applique les recommandations de l'Organisation maritime internationale en matière de lutte contre les actes terroristes dans le secteur maritime.

Enfin, pour ce qui concerne la sécurité des infrastructures des transports, l'application du code international pour la sécurité des navires et des installations portuaires (ISPS), à un stade avancé, sera progressivement généralisée à l'ensemble des ports du pays.

Contrôle visant à prévenir l'accès des terroristes à l'approvisionnement en armes

1.24 La fabrication, l'importation, l'exportation et l'utilisation des armes à feu sont régies par des dispositions de l'ordonnance 97-06 du 21 janvier 1997. Ce texte législatif organise de manière claire les conditions de détention de différentes catégories d'armes par des personnes physiques et morales et prévoit des peines de réclusion criminelle pour toute détention illégale d'armes à feu.

Aux termes de l'article 87 *bis* 7) du Code pénal « Quiconque détient, soustrait, porte, commercialise, importe, exporte, fabrique, répare ou utilise sans autorisation de l'autorité compétente, des armes ou des munitions est puni d'une peine de réclusion à temps de dix (10) à vingt (20) ans de prison et d'une amende de 500 000 à 1 million de dinars ».

Par ailleurs, l'ordonnance 97.06 du 21 janvier 1997 confère le monopole à l'État pour l'acquisition, la fabrication et l'importation des armes de guerre répertoriées en plusieurs catégories.

Le décret exécutif 98-96 du 18 mars 1998 énonce les conditions d'octroi des autorisations aux personnes physiques ou morales d'où sont exclues celles ayant fait l'objet de condamnation ou commis des crimes ou des délits. L'autorisation peut être retirée s'il est établi que le titulaire a cessé de remplir les conditions exigées ou a commis une infraction.

Les activités de courtage en armes, l'enregistrement des courtiers et la délivrance de licences et autorisations concernant les activités de courtage, identification des courtiers et la mention de leurs noms dans les situations de transactions sont réglementées.

L'article 22 du décret 98-96 fait, par ailleurs, obligation aux titulaires des autorisations de tenir un registre spécial que les services du Ministère de la défense et du Ministère de l'intérieur peuvent consulter à tout moment. L'inventaire est également requis et toute importation ou exportation de matériels de guerre est soumise au contrôle avant son acheminement.

L'échange d'informations avec les partenaires étrangers aux fins de prévenir les expéditions illégales d'armes à feu et autres composants d'armes se fait dans le cadre de la coopération bilatérale et multilatérale entre différents services administratifs et de sécurité. Les services de douanes dans les ports et aéroports jouent un rôle crucial de surveillance, de contrôle mais agissent également sur information de leurs partenaires dans les ports et aéroports étrangers. La collaboration des différents services de sécurité présents dans les enceintes portuaires et aéroportuaires permet une meilleure action et une plus grande célérité dans le contrôle des marchandises à destination de l'Algérie ou en transit.

2. Assistance et conseils

2.1 L'Algérie est soucieuse d'entretenir avec le Comité des rapports de travail et de coopération. Sa participation aux travaux du Conseil de sécurité lui permettra de raffermir cette relation et d'apporter sa contribution au processus de revitalisation du Comité.

2.2 L'Algérie et ses partenaires discutent des programmes de coopération à mettre en œuvre et des besoins spécifiques en matière de lutte antiterroriste. Les besoins actuels concernent principalement :

- La formation de 60 cadres et officiers de police en matière de recherche, méthodes, techniques et exploitation du renseignement permettant de déceler et de suivre les différents circuits financiers occultes ainsi que les fonds et avoirs d'origine douteuse;
- L'organisation en Algérie et participation de cadres bancaires et financiers à des séminaires et ateliers spécialisés dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme;
- La typologie relative au montage d'un module de formation spécialisée au profit de cadres de la police, des douanes, de la justice, des banques et de la cellule sur les techniques d'investigation dans les domaines du blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

L'Algérie a, par ailleurs, engagé des consultations avec certains pays pour déterminer les domaines de coopération possibles. Elle demeure disposée à apporter sa contribution et à travailler avec ses partenaires sur les plans politique, diplomatique et opérationnel pour mettre fin aux activités criminelles des groupes terroristes à travers le monde.

2.3 L'Algérie a déjà mentionné dans ses précédents rapports nationaux les pays avec lesquels elle a signé des accords bilatéraux. Elle informera le CTC des nouveaux accords qu'elle aura éventuellement conclus.

Conclusion

Le Gouvernement algérien espère avoir ainsi répondu aux clarifications demandées et apporté des précisions utiles sur les nouvelles mesures prises depuis la transmission de son précédent rapport national.

Confrontée directement au terrorisme transnational, l'Algérie s'est dotée à un stade précoce d'un arsenal de lois pour mener le combat contre ce fléau. Elle n'a cessé d'enrichir ce dispositif sur la base de sa propre expérience et en conformité avec les normes internationales en vigueur.

La loi algérienne criminalise désormais l'action terroriste dans son ensemble. Les peines encourues sont sévères et le juge algérien qualifie d'activité terroriste toute action qui concourt de près ou de loin à la matérialisation de l'acte incriminé. La qualification juridique s'étend désormais au blanchiment d'argent en tant que tel ainsi qu'à l'entreprise terroriste et ses liens avec le crime organisé.

La loi sur la prévention et la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et les amendements correspondants qui seront apportés au Code pénal viendront compléter des mesures à caractère législatif instituant des processus de contrôle et de suivi visant les opérations bancaires suspectes et des procédures de prévention et de répression.

La Cellule du traitement du renseignement financier aura à cet égard un rôle crucial à jouer. Les contacts internationaux qu'elle a déjà établis traduisent une volonté de lui assurer un réel dynamisme et les autorités sont résolues à lui procurer tous les moyens matériels et institutionnels nécessaires pour accomplir sa mission.

La modernisation rapide des services de douanes et de police procède du même souci d'adaptation aux standards internationaux.

Cependant, l'Algérie sait que ses propres efforts ont besoin d'être solidement confortés au plan international.

Il est impératif que la coopération internationale progresse davantage et produise des effets plus concrets sur le terrain, notamment dans le domaine judiciaire. Le Comité doit porter une attention plus grande aux obstacles juridiques et politiques qui persistent à cet égard : la communauté internationale peut et doit faire beaucoup plus pour relever les défis du terrorisme transnational.

Dans cette optique, l'Algérie fonde beaucoup d'espoir sur le processus de revitalisation du Comité contre le terrorisme qu'elle a appelé de ses vœux. Elle en escompte, en particulier, une activation plus significative d'une dimension essentielle de la résolution 1373 du Conseil de sécurité : l'obligation pour tous les pays de coopérer pleinement et de bonne foi dans l'ensemble des domaines de la lutte contre le terrorisme.

La lutte internationale contre le terrorisme transnational constitue une entreprise complexe et de longue haleine dont le succès dépend d'un engagement politique clair et soutenu de l'ensemble de la communauté des nations.